

BELGIAN
ASSOCIATION
OF CIOs
AND
DIGITAL
TECHNOLOGY
LEADERS



Beltug Mémorandum

Février 2021

Tables des matières

1	Une politique de télétravail dotée d'une vision	3
2	Nécessité de disposer de réseaux de télécommunications puissants	3
2.1	Exploiter le potentiel d'innovation de la 5G	4
2.2	Les investissements dans la fibre optique sont eux aussi essentiels	4
3	Promouvoir le commerce numérique durable	5
4	Utiliser la transformation digitale des autorités comme levier	5
5	Fournir un cadre pratique en matière de respect de la vie privée et de sécurité	6
5.1	Aider les entreprises dans la lutte contre la cybercriminalité	6
5.2	Des recommandations concrètes en matière de protection de la vie privée sont nécessaires	6
6	Vers un meilleur équilibre dans la relation entre les fournisseurs et les utilisateurs professionnels de cloud	6
7	L'économie des données – Contribuer à la stratégie européenne en matière de données	7
8	Songer à la collaboration et aux compétences des autorités réglementaires	8
9	Élaborer une politique qui garantisse suffisamment de talents	8
10	Stimuler l'innovation numérique	8
11	Dimension internationale	8

Concernant Beltug

Avec plus de 1800 membres en provenance de 490+ entreprises, Beltug est la fédération belge de CIO et leaders en technologie numérique de différents secteurs économiques et d'administrations publiques. Des sujets tels que la gestion de licences de logiciels, 5G, l'IT hybride, la cybersécurité, l'IdO, la collaboration unifiée, la protection de la vie privée, l'innovation digitale, la gestion de données, l'intelligence artificielle, etc. figurent à notre agenda.

Nous défendons les intérêts de nos membres, nous adoptons des points de vue et facilitons les échanges de connaissance parmi nos membres. Chaque année nous organisons plus de 40 événements afin d'échanger des expériences et des questions. Beltug représente également les utilisateurs TIC professionnels au niveau européen et international, en étroite collaboration avec des organisations d'autres pays.

www.beltug.be

Contact: Danielle Jacobs, CEO Beltug, +32 495 10 88 51, danielle.jacobs@beltug.be
Beltug – Prins Boudewijnlaan 97 – 9100 Sint-Niklaas – www.beltug.be

Mémorandum de Beltug

Avec plus de 1.800 membres issus de quelque 500 entreprises et institutions publiques, Beltug est la communauté belge des utilisateurs professionnels de la technologie numérique. Ce sont des décideurs en matière de TIC issus des pouvoirs publics et des secteurs économiques les plus divers tels que les banques, l'industrie, le pharma, les grands magasins, les sociétés de services,...

Les défis que doivent relever nos entreprises et nos institutions publiques sont importants. Une vague de numérisation était déjà en cours avant la pandémie de coronavirus, et cette dernière a encore accéléré le besoin d'une transformation numérique profonde. Toutes les organisations ont besoin d'une telle transformation pour mieux répondre aux attentes en pleine évolution de leurs clients et de leurs collaborateurs, pour travailler plus efficacement, pour être compétitives et pour pouvoir innover. Et la seule façon de mettre en œuvre avec succès les nouvelles technologies et d'en tirer le meilleur parti est d'aborder la transformation numérique à un niveau stratégique.

La numérisation à grande échelle est devenue indispensable pour toute organisation. Mais pour vraiment faire la différence, il faut que la politique de celle-ci soit dotée d'une vision et d'un cadre adéquat.

Beltug a précédemment préconisé de faire de la numérisation une priorité à tous les niveaux politiques, dans tous les domaines de compétence, dans tous les départements. Plus que jamais, la politique porte une part de responsabilité dans la réussite de la transformation numérique. L'heure de l'Action digitale a sonné !

1 Une politique de télétravail dotée d'une vision

La pandémie de Covid-19 a provoqué une percée et l'acceptation sociétale du travail à domicile. Et il ne fait aucun doute que dans l'avenir, le travail à domicile se maintiendra aussi au sein de nombreuses entreprises.

Cependant, notre législation et le cadre de la relation employeur-employé ne sont pas adaptés à une situation où le travail à domicile est une composante normale du travail.

En outre, la situation actuelle offre une occasion unique de transformer cette crise en opportunité, avec des conséquences positives pour la mobilité, l'environnement, l'habitabilité des villes et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

2 Nécessité de disposer de réseaux de télécommunications puissants

Si notre pays veut compter dans l'économie numérique, nous devons investir dans les réseaux de demain : la 5G, mais aussi la fibre optique.

2.1 Exploisons le potentiel d'innovation de la 5G

Les réseaux 5G sont l'infrastructure de l'avenir. On ne peut plus vraiment sous-estimer l'importance des communications à l'heure actuelle. Mais les réseaux 5G seront à la base de nombreuses applications numériques futures. En effet, la 5G est bien plus qu'un réseau plus rapide. Elle permet un grand nombre de communications simultanées et convient aux communications mobiles à délai critique car elle n'engendre pas de retard. En outre, elle peut aussi offrir des garanties de qualité. La communication mobile entre machines, capteurs, ... est portée à un niveau bien plus élevé.

Avec la 5G, les entreprises pourront offrir de nouveaux services innovants et améliorer leur fonctionnement opérationnel. Mais pour nos soins de santé, nos villes, ... on verra aussi apparaître des opportunités socialement pertinentes.

Concrètement, nous attendons du monde politique :

- Qu'il n'y ait plus de nouveaux attermoissements : l'organisation des enchères pour le spectre 5G a déjà pris beaucoup de retard en Belgique. Pendant ce temps, dans les autres pays, le déploiement se poursuit. Compte tenu des étapes incontournables, la vente aux enchères ne pourra déjà pas être organisée avant la fin de l'année 2021 au plus tôt. Tout retard supplémentaire devrait vraiment être évité.
- Une évaluation des normes de rayonnement est nécessaire. Les risques liés à ce rayonnement inquiètent. Cette préoccupation est compréhensible. Beltug préconise la publication des résultats des mesures de rayonnement avant et pendant le déploiement des réseaux 5G. Informer sur les résultats des mesures à l'étranger peut également être utile. Ce n'est qu'avec ce genre d'information objective que la confiance peut être instaurée.
- Maximiser le produit des enchères du spectre est contre-productif. L'argent payé pour le spectre ne sera plus disponible pour des investissements dans des réseaux de haute qualité. Et finalement, le coût sera supporté par les clients, les consommateurs et les entreprises, ce qui se traduira par des tarifs plus élevés, des degrés d'adoption plus faibles et un potentiel économique manqué.

2.2 Les investissements dans la fibre optique sont eux aussi essentiels

L'infrastructure de télécommunications fixe est vitale pour le traitement des données en pleine croissance des entreprises, des hôpitaux, des écoles, des institutions publiques, des télétravailleurs, etc. et constitue également l'épine dorsale des réseaux 5G.

De nombreux développements intéressants sont en cours dans le domaine des infrastructures de télécommunications :

- Proximus ouvre son infrastructure de fibre optique à la concurrence;
- Le fixed-wireless access, avec la 5G comme alternative aux infrastructures fixes pour franchir le dernier kilomètre dans des endroits plus éloignés, pourrait avoir un impact significatif sur les coûts.
- En Flandre, Fluvius joue la carte des télécoms et une coopération avec Telenet est annoncée.

En outre Proximus et Orange collaborent au développement de l'infrastructure 5G. Cette coopération entre opérateurs pour le déploiement de l'infrastructure 5G pourrait avoir un impact positif sur le rythme et le coût du déploiement.

Les pouvoirs publics doivent veiller à une concurrence loyale entre les différents fournisseurs.

3 Promouvoir le commerce numérique durable

La numérisation a été accélérée par la crise sanitaire. Le télétravail massif a très clairement mis en évidence le rôle du papier. Quand on travaille à distance, on doit pouvoir travailler sans papier.

La digitalisation est une chose, mais souvent les contrats et les actes commerciaux nécessitent toujours un document papier avec une signature. Les actes commerciaux doivent pouvoir être au maximum réglés par voie numérique, d'une manière juridiquement sûre. Il est important d'encourager les services d'authentification électronique, l'archivage électronique et l'utilisation des signatures électroniques. Dans ce domaine, nous attendons des pouvoirs publics une politique qui génère un climat de confiance.

Nous conseillons également aux autorités d'anticiper l'avènement des contrats intelligents. Dans un premier temps, il est nécessaire d'acquérir les connaissances nécessaires au niveau des pouvoirs publics et d'évaluer à quel endroit ils cadrent et ne cadrent pas avec les règles existantes.

Parallèlement, les membres de Beltug attachent de l'importance aux objectifs de développement durable des Nations Unies et au Green Deal Européen. Ils considèrent la numérisation comme une opportunité de stimuler des initiatives durables et de rendre notre économie plus verte. Tant les pouvoirs publics que les entreprises doivent évoluer vers des sustainable procurements dans le domaine des achats et de l'externalisation des TIC, en tenant compte de critères de durabilité dans l'évaluation des choix.

4 Utiliser la transformation digitale des autorités comme levier

Les pouvoirs publics peuvent également jouer un rôle important dans le domaine de la numérisation. C'est pourquoi Beltug plaide chaleureusement en faveur de la transformation digitale des autorités elles-mêmes. Tous les citoyens et les entreprises ont intérêt à avoir des pouvoirs publics digitalisés qui fonctionnent bien. Il est important d'y investir suffisamment. Toute amélioration des procédures avec les autorités a un effet d'échelle majeur. Un exemple comme illustration: les entreprises ne peuvent envoyer les feuilles d'impôt individuelles qu'après les avoir communiquées à l'État. De ce fait, les entreprises en sont encore à envoyer des fiches fiscales individuelles jusqu'à 15 mois après l'événement pour lequel la fiche a été créée, ce qui entraîne des difficultés supplémentaires, comme les changements d'adresse provisoires.

Il existe également de nombreuses possibilités de synergie et de coopération au sein des pouvoirs publics, il suffit de penser aux communes qui recherchent des solutions pour des besoins très semblables.

5 Fournir un cadre pratique en matière de respect de la vie privée et de sécurité

Le monde numérique tient ou tombe avec la confiance. La confiance dans la technologie, dans les fournisseurs, dans l'utilisation prudente des données partagées, etc. Il est important que les autorités ne se contentent pas d'édicter des règles. Le cadre légal et son implémentation au moyen de technologies numériques sont de plus en plus étroitement liés. Dans ce domaine nous attendons des autorités un rôle de guide.

5.1 Aider les entreprises dans la lutte contre la cybercriminalité

Le nombre d'attaques contre l'infrastructure informatique des entreprises, des pouvoirs publics et des organismes d'Etat ne cesse d'augmenter. Une véritable industrie s'est développée, qui vise souvent des cibles belges au départ de l'étranger. Il est de la responsabilité de chaque utilisateur, de chaque organisation et de chaque autorité de lutter contre les cyberattaques et de les prévenir autant que possible.

Nous attendons des pouvoirs publics qu'ils fassent plus que de simplement légiférer; une assistance à l'implémentation est cruciale. Le Center for Cybersecurity Belgium joue un rôle essentiel à cet égard. L'initiative du CCB visant l'approche du piratage éthique en est un bon exemple. Un autre exemple est l'implémentation de la directive NIS où une assistance est nécessaire.

5.2 Des recommandations concrètes en matière de protection de la vie privée sont nécessaires

L'adoption d'une législation n'est qu'un début. Les autorités devraient ensuite émettre un maximum de directives sur la manière dont elles envisagent l'application concrète des règles, afin de créer un cadre viable pour la protection de la vie privée. Plus de 2 ans après son entrée en vigueur, les possibilités d'interprétation visant le RGPD sont encore bien trop importantes, de nombreuses questions et incertitudes subsistent. L'Autorité de protection des données a un rôle important à jouer à ce propos.

Et la coopération européenne est indispensable.

6 Vers un meilleur équilibre dans la relation entre les fournisseurs et les utilisateurs professionnels de cloud

Les applications dans le cloud (tant pour les logiciels, les plates-formes que pour l'infrastructure informatique) sont en augmentation ces dernières années. Le cloud offre plusieurs avantages. Cependant, les membres de Beltug sont inquiets. Il y a deux problèmes majeurs :

- une forte concentration sur le marché des fournisseurs de cloud, avec une position dominante de certaines entreprises de logiciels. Cela conduit entre autres à
 - une limitation des possibilités de choix;
 - les jeunes entreprises innovantes sont reprises ou mises en concurrence avec une offre comparable des grands opérateurs.

- une forte dépendance à l'égard d'un fournisseur de cloud une fois qu'un logiciel a été mis en œuvre. Cela conduit à
 - des contrats complexes et peu transparents,
 - des modèles de licence opaques et changeants. Il est donc très difficile pour les organisations d'établir un business case pour leurs logiciels. Et dans le cloud, de tels changements peuvent facilement (et unilatéralement) être mis en œuvre par le fournisseur. Ainsi, la base de calcul des coûts de licence peut passer d'un coût par document à un coût par article sur un document, ou du nombre d'appareils sur lesquels un logiciel fonctionne au nombre d'utilisateurs, ou inversement,
 - des conditions qui rendent la sortie du cloud ou le changement de fournisseur pratiquement impossible.

"Le vendor lock-in concerne toutes les entreprises et institutions publiques, petites et grandes".

Les clients n'ont guère sinon pas du tout leur mot à dire sur les modalités des plateformes de cloud. La position dominante et l'abus de position dominante ne sont pas loin.

Beltug demande aux autorités de veiller à ce que les pratiques de marché soient correctes. Les obligations en matière d'organisation, de règles techniques et de transparence peuvent y contribuer.

Le niveau Européen est ici très important. Beltug étudie dans quelle mesure le Digital Markets Act proposé par la Commission Européenne et d'autres initiatives peuvent aider.

7 L'économie des données – Contribuer à la stratégie européenne en matière de données

Les données sont le nouvel or et sont de plus en plus au centre de la politique des organisations. Bien que le partage des données offre d'énormes possibilités, cette évolution soulève de plus en plus de questions sur la vie privée, la protection des données, la propriété et la concurrence. Il est nécessaire de disposer de règles claires, équitables et pratiques concernant l'accès aux données et leur utilisation au sein du marché Européen.

La Commission Européenne travaille à une stratégie des données et un ensemble de règlements qui devraient conduire à un "marché unique des données" ouvert. Cela devrait permettre aux entreprises et aux citoyens de partager leurs données en toute quiétude.

Nous attendons des autorités belges qu'elles suivent de près ce dossier et qu'elles y collaborent activement.

L'économie numérique est dominée par les géants technologiques américains et chinois. Les entreprises européennes sont de plus en plus dépendantes de ces entreprises. À long terme, cela constitue une menace pour notre indépendance, ainsi que pour notre économie et ses capacités d'innovation et de création de valeur ajoutée. En matière de souveraineté, il s'agit avant tout de données. Le monde numérique est fragile. Les données sont le nouveau carburant, mais elles sont faciles à dérober.

Nous devons être conscients de ces risques géopolitiques et tendre de manière absolue vers une politique européenne qui soutienne nos propres choix et développements technologiques.

L'initiative GAIA-X est prometteuse. Il s'agit essentiellement d'un ensemble de règles et de principes visant la gestion des données dans le cloud : comment les gérer, comment s'assurer qu'elles ne soient pas soumises à une législation étrangère. Il n'est pas encore clair quels seront les avantages concrets.

8 Songer à la collaboration et aux compétences des autorités réglementaires

La numérisation de notre économie conduit à une interconnexion croissante entre les technologies de l'information et les télécommunications. Compte tenu du développement de nouveaux modèles d'entreprise, il est également nécessaire de mieux contrôler les pratiques commerciales loyales et la concurrence. Dans le même temps, notre pays a connu plusieurs réformes de l'État, dans le cadre desquelles les compétences se sont dispersées à différents niveaux politiques.

En pratique, nous constatons que la réglementation et la surveillance des logiciels, des télécommunications et de la concurrence sont de plus en plus imbriquées. Beltug demande aux autorités de réfléchir à une plus grande collaboration entre les organes concernés et à une répartition des compétences tournée vers l'avenir.

9 Élaborer une politique qui garantisse suffisamment de talents

La rareté des personnes bien formées est une préoccupation majeure pour tous les décideurs du secteur des TIC. Ce constat vaut à la fois pour le secteur privé et pour les pouvoirs publics. Mais les autorités doivent continuer à prêter attention à une politique qui garantit que nous puissions trouver suffisamment de talents pour les emplois dans les TIC sur le marché belge du travail.

10 Stimuler l'innovation numérique

Le développement de l'intelligence artificielle, les contrats intelligents et d'autres innovations doivent pouvoir être expérimentés. Le cadre légal doit prévoir un espace pour les projets innovants en collaboration avec les parties concernées et les autorités.

11 Dimension internationale

Comme le problème dépasse les frontières nationales, des initiatives européennes sont nécessaires. À cette fin, Beltug coopère avec ses associations sœurs CIO Platform NL (Pays-Bas), Voice (Allemagne) et Cigref (France).

Copyright © Beltug 2021. Vous pouvez utiliser des parties de ce texte, tant que Beltug est clairement indiqué comme étant la source.

Beltug vzw/asbl

Prins Boudewijnlaan 97 | B - 9100 Sint-Niklaas | +32 3 778 17 83

BE 0443-557-046 | RPR Gent, afdeling Dendermonde

www.beltug.be | info@beltug.be